

Quelles sont les dynamiques de la puissance ?

Entretien avec Thierry Garcin

dimanche 10 juin 2018, par [Pierre VERLUISE](#), [Thierry GARCIN](#)

Comment la notion de puissance a-t-elle été construite ? Comment la notion de puissance a-t-elle été profondément renouvelée ? À l'époque contemporaine, comment la puissance entre-t-elle en synergie avec l'instabilité des sociétés ? L'emploi de la force est-il une garantie de puissance ? Quel est le tableau actuel de la puissance ?

Voici les questions auxquelles Thierry Garcin répond brillamment à l'occasion de la publication de son excellent livre : « La fragmentation du monde. La puissance dans les relations internationales », Paris, éd. Economica, 2018, 335 p. Un livre recommandé par Diploweb. Propos recueillis par Pierre Verluise, fondateur du Diploweb.com.

Pierre Verluise (P. V.) : Comment la notion de puissance a-t-elle été construite ?

Thierry Garcin (T. G.) : La notion de puissance est polysémique, il s'agit d'un mot valise qui recoupe en partie le concept de pouvoir. Si le pouvoir renvoie à une capacité, alors la puissance peut se définir comme du pouvoir en action. C'est une dynamique tendue vers un but. En ce sens, telle la flèche qui vise sa cible, elle est toujours stratégique. Elle est souvent invoquée dans la discipline géopolitique, laquelle étudie justement les politiques de puissance dans un cadre géographique déterminé. Raymond Aron parlait de la puissance comme de la capacité à « imposer sa volonté ». On n'a pas encore trouvé de définition plus courte ni plus juste.

Jadis, dans les relations internationales, la puissance opposait les puissances de la terre (le fameux *Heartland* du britannique Mackinder) aux puissances de la mer (célébrées les américains Mahan ou Spykman). Force est de reconnaître au passage que, lors des deux guerres mondiales, le salut est venu de coalitions emmenées par les puissances de la mer et qu'au XXe siècle, la masse continentale constituée par [l'Union soviétique n'aura vécu que 73 ans](#) ; et sa « superpuissance » était incomplète.

De même, l'État moderne, né en Europe (Angleterre, France) et organisé autour d'un territoire, d'une population et d'un gouvernement, a été et reste un remarquable acteur de la puissance, infiniment plus que les organisations internationales à vocation universelle ou à vocation régionale, les grandes firmes économiques de dimension mondiale, les organisations non gouvernementales et ladite « société civile ». Tout simplement parce que l'État incarne la souveraineté, permet le pacte social et met en œuvre, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, des facteurs de puissance remarquables : politiques, diplomatiques, juridiques, militaires, économiques, scientifiques et techniques, sociaux, culturels.

À ce sujet, la puissance économique n'est qu'un élément de la puissance globale, elle ne peut surpasser la puissance politique, contrairement à une idée qui faisait florès il y a une quarantaine d'années. Car, la puissance économique n'obéit pas aux mêmes finalités, ne défend pas par principe le bien commun, est versatile (c'est le monde du négoce), n'est pas inscrite dans la même durée, surtout ne détient pas la force des armes, qui peut faire la décision. La puissance politique, elle, établit des hiérarchies et crée des équilibres, certes instables et provisoires, détestables ou non, mais bien réels. Puissance politique et puissance économique, qui peuvent d'ailleurs s'épauler ou se contrecarrer, ne sont donc pas de même ordre. L'organisation politique de la vie en société ne se résume pas à un tissu plus ou moins lâche d'interactions qui finiraient par s'autoréguler harmonieusement. La mondialisation économique n'est pas un concept supérieur aux autres, qui marquerait l'apogée de nos sociétés humaines.

La puissance et l'État ont partie liée, par l'intermédiaire de la souveraineté, même si celle-ci est largement entamée (internationalisation des économies, rôle des opinions publiques dans les régimes démocratiques, influence des médias et d'Internet, etc.). À l'évidence, les vieux facteurs de puissance, célébrés par les pères de la géopolitique, restent en partie pertinents, à commencer par le territoire. Il existe en 2018 une douzaine de territoires occupés dans le monde, sans parler des cas particuliers du Kosovo et de la Crimée, voire des annexions momentanées (Koweït) ou durables (Jérusalem-Est, Golan...). La population et le peuplement, le sentiment national, les richesses naturelles (dont les énergies), la vitalité économique, la force militaire, restent autant de paramètres clés de la puissance. Non seulement, ils n'ont pas disparu, mais ils se sont renouvelés.

Cela dit, on n'oubliera pas que [la puissance](#) n'est qu'un moment dans l'histoire des hommes : elle est toujours relative, proportionnelle, momentanée ou séquentielle et essentiellement aléatoire. Que d'aventures militaires n'ont-elles pas sombré dans la défaite, le désordre ou le chaos ! Israël après la guerre des Six-Jours de 1967, la guerre du Vietnam, la guerre Irak-Iran de 1980 à 1988, l'Irak après l'agression américaine de 2003... Au reste, l'expression « le sort des armes » rappelle à juste titre que rien n'est définitif sous le soleil, que l'on défende ou non la bonne cause. Bref, si la volonté de puissance peut caractériser une période voire une époque (empires conquérants, monarchies européennes, révolutions radicales...), la puissance, elle, traduit une phase et non une donnée pérenne, elle n'est pas une assurance. Elle est toujours confrontée au lendemain.



P. V. : Comment la notion de puissance a-t-elle été profondément renouvelée ?

T. G. : Sans revenir aux chemins de fer, qui ont permis de relier les continents à eux-mêmes, assurant notamment des liaisons plus ou moins rectilignes entre les ports majeurs et les terres les plus reculées (je rappelle dans l'ouvrage que le géographe britannique Mackinder était fasciné par ce nouveau moyen de locomotion, capable de transporter un nombre important d'hommes, avec leur équipement militaire), le XXe siècle a ouvert des pages stratégiques totalement nouvelles.

Certes, dès la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle, la diffusion des ondes, outre la transmission des sons et de la voix humaine (télégraphe, TSF, téléphone, radios...) avait déjà permis de s'affranchir des distances, d'une façon quasi immatérielle et comme invisible, les applications militaires en ayant été rapidement tirées. Puis, les très rapides progrès de l'aviation modifièrent bientôt la donne, sans toutefois la transformer de fond en comble. Disons qu'ils n'ont pas été décisifs à eux seuls. En effet, il est acquis que les chasseurs allemands à réaction (s'ils avaient pu équiper en nombre les escadrilles de la Luftwaffe - on peut d'ailleurs en voir un exemplaire au Musée de l'air et de l'espace du Bourget) n'auraient vraisemblablement pas transformé la bataille du ciel ni changé le sort de la guerre. De même, dans le

domaine spatial, les V-2, armes balistiques qui ont beaucoup plus dévasté la région de Londres que les V-1 (avions à réaction non pilotés), ont représenté une nouvelle génération d'armes (on peut également en voir un exemplaire, cette fois à l'Imperial War Museum de Londres), mais ils n'ont pas permis de restaurer la puissance allemande.

En fait, [c'est l'arme nucléaire qui a introduit en 1945 une véritable « rupture stratégique »](#). Après ne serait plus comme avant, d'autant plus que les Soviétiques l'ont acquise rapidement (par le génie propre de leurs scientifiques et par l'espionnage), mettant un terme au monopole nucléaire américain dès 1949. La nature de l'arme, la nouveauté de ses effets et de sa puissance létale (chaleur, souffle, radiations), l'ampleur des destructions et le nombre de victimes (morts et blessés) avec une seule arme (Hiroshima, 6 août 1945, peut-être 70 000 morts ; Nagasaki, 9 août, peut-être 30 000 morts), ces caractéristiques changèrent réellement l'art de la guerre ; la polémologie s'en trouvait bouleversée. Cela, même si les précédents bombardements aériens massifs de Dresde (février 1945) et de Tokyo (mars 1945) avaient été hautement meurtriers. Avec l'arme nucléaire, la notion de puissance n'était pas renouvelée : elle devenait différente.

Pourtant, les enseignements n'en furent tirés par les deux « superpuissances » que tardivement. En effet, la stratégie de la dissuasion, seulement américaine à l'origine et destinée à interdire l'emploi de l'atome militaire, ne fut élaborée, acceptée, reconnue et célébrée que tardivement, à savoir au début des années 1950. Encore, accompagnée de doctrines changeantes, ne fut-elle revendiquée que par les puissances occidentales concernées (États-Unis, Royaume-Uni, France), l'Union soviétique préparant et annonçant l'emploi des armes nucléaires sur le champ de bataille européen jusqu'à la fin des années 1980. Il faut dire que la dissuasion nucléaire n'est pas une stratégie qui tombe sous le sens, puisqu'elle est paradoxale : la modernité des armes doit être permanente, pour qu'on en conserve l'efficacité radicale et la fonction terrorisante. Pouvoir délivrer des représailles intolérables permettait donc, au moins sur le papier, d'interdire la guerre. Pourtant, on remarquera que la systématique course aux armements des deux Supergrands, le pouvoir des complexes militaro-industriels (Eisenhower, dans son Discours d'adieu que je cite, s'en prenait violemment à lui), la recherche soviétique de la parité, l'amoncellement réciproque des arsenaux semblaient préparer l'affrontement. Il faut attendre le début des années 1970 pour que Washington et Moscou procèdent par étapes au contrôle des armements : limitation, puis réduction des plafonds, enfin destruction complète et vérifiée d'une génération de missiles (« euromissiles »).

C'est dire si l'arme nucléaire a inauguré une nouvelle ère dans l'histoire des conflits. Mais, il faudra attendre 1988 pour que les Soviétiques et les Américains reconnaissent le fait qu'« une guerre nucléaire n'est pas gagnable ».

[La notion de puissance](#) a également été renouvelée par la conquête de l'espace, civil et militaire, les deux activités s'étant continuellement complétées (observation, écoute, transmission...). Toutefois, il s'agit là d'un multiplicateur de forces (d'ailleurs, étroitement lié à l'arme nucléaire) plus que d'une rupture stratégique. Au début des années 1980, le projet dit de « guerre des étoiles » (Initiative de défense stratégique, IDS, du président Reagan), l'essor d'armes antimissiles de plus en plus efficaces et une certaine militarisation de l'espace renouvellent mais ne transforment pas la grande stratégie des États. De même, d'une façon plus générale, toutes les avancées remarquables dans la R&D (par exemple, l'électronique, l'informatique, l'intelligence artificielle...) ont accompagné les évolutions stratégiques contemporaines, la dualité civil-militaire y étant aussi la règle.

P. V. : À l'époque contemporaine, comment la puissance entre-t-elle en synergie avec l'instabilité des sociétés ?

T. G. : L'individualisation des comportements, l'érosion du pacte social, l'effritement des grands partis classiques de gouvernement (la droite, la gauche), l'affaiblissement de l'État (transferts de compétences, notamment en Europe...), la contestation grandissante de la démocratie, le développement des pouvoirs informels (ONG...), le « règne des experts » (eux-mêmes souvent autoproclamés, comme dans les questions de terrorisme), la multiplication des associations qui s'estiment en droit de participer à la décision politique, les revendications sectorielles des groupes de pression et d'influence (*Lobbys*), la plus

grande importance de la société civile, la moindre solidarité entre générations, le culte de l'instantanéité (médias), mais aussi ce qu'on appelle à l'inverse la société de masse et la mondialisation économique, tous ces mouvements modifient le tableau. En tous cas, ils ne facilitent pas l'étude de la notion de puissance depuis une quarantaine d'années. D'autant plus que les facteurs internes et les facteurs externes sont de plus en plus imbriqués ou interdépendants, le mouvement antimondialisation puis altermondialisation l'ayant bien démontré, ajouté aux grandes mobilisations internationales (droits de l'homme, protection de l'environnement, lutte contre le réchauffement de la planète...). Dès lors, l'éclatement relatif de nos sociétés occidentales, illustré par ces nouveaux modes d'expression, annoncerait-il l'avènement d'une période de plus grande balkanisation des convictions, le triomphe du relativisme ?

Un premier constat, d'ordre démographique, s'impose : la population mondiale a septuplé depuis le début du XIXe siècle, a plus que triplé depuis les années 1930, a plus que doublé depuis 1960. La relation de l'homme à la communauté, au groupe, à la famille, n'a pu que s'en ressentir. Jamais l'histoire de l'humanité n'a connu un tel accroissement de population, en nombre, en intensité, en rapidité. Il y a un siècle, on alignait encore des poitrines aux frontières et la conscription était un gage de sécurité, tandis que les combats pouvaient se dérouler au corps-à-corps. La puissance pouvait se dénombrer. Plus récemment, la « revanche des berceaux » a tenté de rétablir des rapports de force (Canadiens français par rapport aux Canadiens anglais), elle y aspire même dans les territoires palestiniens au point qu'Israël refuse énergiquement le « droit au retour ». Faire masse n'est donc pas totalement illusoire.

À l'inverse, justement, des pays qui se dépeuplent voient leur population active diminuer (Russie, la plupart des pays européens dont l'Allemagne, Japon, la Chine à terme...), avec toutes les contraintes économiques qui en découlent : financement des retraites, perte de dynamisme et moindre innovation, dépendance des personnes âgées, nécessité d'une immigration plus ou moins voulue et plus ou moins contrôlée, déséquilibres communautaires dans des sociétés ethniquement diversifiées, etc. Au cœur de l'Europe, on a vu l'Allemagne ouvrir grandes ses portes à l'immigration surtout proche-orientale en 2015 (plus d'un million d'arrivées), officiellement par compassion mais aussi pour financer les retraites, le pays ayant vu sa fécondité fortement réduite depuis l'après-guerre et le patronat ayant réclamé depuis des années une main d'œuvre plus nombreuse. Manifestation de la puissance : l'Allemagne procéda à cette soudaine et brutale politique d'accueil sans aucune consultation ni concertation avec Londres, Paris ou Rome. Les conséquences n'en furent que plus lourdes. La campagne référendaire sur le Brexit (2016) ne s'est-elle pas principalement concentrée sur la question de l'immigration, avec le résultat que l'on sait ?

Les évolutions démographiques sont également importantes dans l'étude de la puissance, tant la quête identitaire est devenue ici ou là prégnante, à commencer par l'Europe : droits individuels ou collectifs et droits culturels ou politiques pour les minorités, revendications indépendantistes de régions riches (Catalogne espagnole, Écosse britannique...), droits des émigrés, conséquences du Brexit sur les Irlandais du Nord (eux-mêmes divisés) et sur la République d'Irlande, minorités russophones dans les États baltes, etc. Et l'on se souvient des nouvelles guerres balkaniques (éclatement de la Yougoslavie, années 1990), où les violences conjuguées se nourrissaient des identités ethniques, linguistiques, culturelles et religieuses. La géopolitique est donc une dimension essentielle des rapports de forces démographiques (une revue par grandes régions du monde est proposée dans l'ouvrage).

Enfin, sur un tout autre plan, il est évident que l'apparition et la généralisation d'Internet (système issu d'ailleurs d'un besoin militaire propre à la sûreté de l'ordre de tir nucléaire) expliquent en partie l'évolution des sociétés, ainsi que la perception de leur force autant que de leurs vulnérabilités (l'État islamique et les mouvements radicaux ont su exceller dans l'utilisation d'Internet). Internet est bien un outil de puissance culturelle, quelle que soit la nature des régimes politiques et l'idéologie des utilisateurs.

P. V. : L'emploi de la force est-il une garantie de puissance ?

T. G. : L'emploi de la force, pour de bonnes ou de mauvaises raisons au regard du droit international ou de la légitime défense, mis en œuvre seul ou en coalition, sous couvert d'une organisation de sécurité ou de défense collective, n'est en rien une garantie [de puissance](#). Hélas, l'époque récente l'illustre à l'envi.

D'abord, on notera que [la puissance](#) qui permet d'utiliser la force militaire est toujours plus ou moins

facile à justifier, au moins dans les premières heures, étant entendu qu'on croit le conflit armé (ou la guerre) toujours court et couronné de succès. L'impatience, la présomption de ses propres forces ou la naïveté sont souvent au rendez-vous.

Si l'on examine les grands conflits à l'issue desquels l'agresseur s'est retrouvé vaincu, défait ou affaibli, les exemples sont étonnamment fréquents. Cette manière d'idéologie que représente l'ingérence, sous ses dehors généreusement humanitaires, y est pour beaucoup. Dans certains cas, notamment quand l'ingérence ne profite pas d'une caution ONU, il s'agit d'une nouvelle politique de la canonnière, mais en blouse blanche.

La guerre de Corée (1950-1953) n'a abouti qu'à un cessez-le-feu, à la création d'une zone démilitarisée, à l'absence de traité de paix, à la séparation de la péninsule en deux États souverains et rivaux. La guerre du Vietnam, régionalisée et internationalisée, a duré près de quinze ans : à aucun moment les Américains ne se sont appuyés sur un gouvernement sud-vietnamien fiable ; l'escalade a été la règle ; la partition de fait (38e parallèle) a séparé le peuple vietnamien d'avec lui-même, malgré la politique de vietnamisation ; la guerre a été en partie perdue par le mouvement contestataire des étudiants américains. La plupart des guérillas d'Amérique latine (Colombie, Pérou, Amérique centrale...) ont montré que le fait de ne pas être vaincu représente déjà une victoire contre l'État central. Israël a occupé et colonisé en 1967 quatre territoires (dont trois palestiniens), deux d'entre eux ayant été annexés depuis. En 2018, l'État hébreu n'a toujours aucun argument juridique à avancer pour justifier cette inhumaine politique. La Turquie ayant envahi 38 % de l'État chypriote en 1974 est le seul aujourd'hui à reconnaître la République fédérée du nord de Chypre (bien que l'île dans son entier soit curieusement devenue en 2004 membre de l'Union européenne). L'Irak a attaqué l'Iran en 1980, au lendemain de l'avènement de la République islamique : huit ans de guerre, des centaines de milliers de morts de part et d'autre, un simple cessez-le-feu en 2008. L'Irak a envahi puis annexé le Koweït en 1990, il en fut chassé en 1991 par une coalition sous mandat de l'ONU. La France, en compagnie du Royaume-Uni et des États-Unis, a attaqué en 1999 la Serbie, sans mandat de l'ONU et s'appuyant sur l'Alliance atlantique, parvenant à détacher le Kosovo de la Serbie : aujourd'hui, cinq pays de l'Union européenne refusent de reconnaître l'indépendance du Kosovo, autoproclamée en 2008 après neuf ans d'administration ONU. Les États-Unis en coalition et sans l'accord de l'ONU ont envahi l'Irak en 2003, laissant le pays exsangue et vite confronté à une terrible et longue guerre civile. La France, en compagnie du Royaume-Uni et des États-Unis, est entrée en 2011 dans le conflit interne libyen, sans l'accord de l'ONU et avec l'Alliance atlantique : sept ans après une implacable guerre civile, le pays n'est toujours pas réuni avec lui-même.

Ces exemples, précisément commentés dans l'ouvrage, montrent que la paix n'est que rarement préparée, signée ou respectée. Bref, toute agression militaire sans solution politique associée et non confortée ensuite par l'ONU, débouche généralement sur un échec durable, gelant ou empoisonnant la situation pour des décennies. Le fracas des armes ne suffit pas à créer de la puissance. Il n'est pas rare que ce soit un aveu de faiblesse, involontaire mais magistral.

P. V. : Quel est le tableau actuel de la puissance ?

T. G. : Presque trente ans après la chute du mur de Berlin (1989), [nous sommes en déficit global de puissance](#). Durant environ quarante ans, les rapports Est-Ouest avaient été caractérisés par une bipolarité artificielle mais plus ou moins stable, les guerres se déroulant à l'extérieur de ce monde protégé par l'arme nucléaire et par la peur de l'irréparable, même si ces conflits armés pouvaient impliquer Washington et Moscou.

En 2018, les États-Unis sont et resteront l'unique superpuissance, mais durablement affaiblie. D'un côté, personne ne peut rivaliser avec eux dans des domaines clés d'ici à une trentaine d'années (puissance militaire, projection de la force, contrôle des canaux et détroits d'importance mondiale, R&D, innovation...). De l'autre, les attentats du 11 septembre 2001 et la guerre d'Irak de 2003 (comme, en son temps, la guerre du Vietnam) ont changé leur relation au monde. Sur ce point, les deux présidences G. W. Bush (fils) ont été clairement unilatéralistes, la première versant même dans l'isolationnisme (droit de la mer, climat, « Axe du mal », Patriot Act, question palestinienne, coalitions militaires *ad hoc*, droit et

traités internationaux, ONU...). Quant à l'actuelle présidence Trump, elle pratique une vigoureuse politique de retrait (traité transpacifique, accord sur le climat, Unesco, accord sur le programme nucléaire militaire iranien, annonce de sanctions économiques contre l'Europe et la Chine...). En fait, le président Trump n'est pas un anti-multilatéraliste isolationniste, c'est foncièrement **un bilatéraliste interventionniste**. De plus, les États-Unis utilisent souvent la force militaire avec un excès rageur ou vengeur, et cette démesure ne date pas d'hier. À quoi il faut ajouter l'aggravation de vulnérabilités internes, économiques et sociales, qui expliquent en partie l'élection de Donald Trump. Des dossiers sont loin d'être réglés : la question noire (près de soixante ans après le Mouvement des droits civiques), l'achat et le port d'armes, l'immigration... Quant au passage du « melting pot » au « salad bowl », il ne frappe pas par son efficacité. Or, depuis 2011, un bébé sur deux est « non-Blanc ». Comme la Chine, mais pour d'autres raisons, les États-Unis devront s'attaquer à leurs vulnérabilités internes grandissantes. Ce sera un lourd défi.

[La Russie](#), 12e PIB entre l'Australie et la Corée du Sud (2017), reste un pays rentier, dépendant du cours des matières premières, souffrant d'infrastructures vieillissantes et n'offrant pas un environnement des affaires satisfaisant. Sa situation démographique est plus qu'inquiétante, et cela depuis longtemps. Certes, ses atouts sont incontestables (la stabilité politique, des richesses naturelles, des secteurs d'excellence, une main d'œuvre qualifiée...), mais la Russie n'est pas redevenue une puissance régionale. Au contraire, [la Russie](#) perturbe à l'extérieur de ses frontières mais à l'intérieur de l'ancienne URSS (Moldavie, Géorgie, Ukraine...). Son pouvoir d'attraction reste faible.

La Chine est une superpuissance économique bien connue (premier exportateur mondial, première puissance industrielle, croissance, libre-échange...), mais elle n'est en rien une superpuissance politique, ni à l'ONU ni à l'égard de grands dossiers internationaux (climat, multilatéralisme, Moyen-Orient et ensemble du monde arabe...). Et, même si elle développe depuis des décennies un véritable effort de défense, elle ne peut prétendre à la superpuissance militaire avant longtemps. En revanche, elle a pour elle le sens des grands projets (espace, puissance maritime marchande, sanctuarisation de la mer de Chine méridionale, poussée dans l'océan Indien, Routes de la soie...). Son système politique se prête évidemment à des visions à long terme, à la mise en place des prérequis (infrastructures...) et à la patience dans la réalisation progressive de toute chose. Cela dit, plus qu'un autre pays, la Chine devra affronter des défis internes considérables, qui devraient réduire sa puissance globale dans les décennies à venir : entre autres, corruption, inégalités sociales, laissés-pour-compte, disparités régionales, protection sociale, pollution, évolution démographique.

L'Union européenne, enfin, si l'on considère que le monde arabe est en miettes et que l'Amérique latine ne constitue pas un ensemble homogène ni cohérent de la vie internationale. Vingt-cinq ans après l'entrée en vigueur du traité de Maastricht qui visait à une Europe unie et fédéraliste, le constat est amer : la problématique de l'époque « Europe espace ou Europe puissance » est largement obsolète. L'Union européenne n'est devenue ni l'une ni l'autre, et ne sera pas fédérale, quand bien même elle aurait créé des normes reconnues. [Comme nous l'avions annoncé alors, l'Europe se développera à la carte, à plusieurs vitesses et à géométrie variable. Les élargissements, précipités et trop nombreux \(16 pays en 18 ans !\) ont largement empêché l'approfondissement \(réforme des institutions\)](#). Au début des années 2000, les divergences se sont accrues entre l'Allemagne et la France, avant de s'aggraver lors de la gestion houleuse de la crise économique (2007-2013 environ). En 2018, le constat est sans appel : l'Union européenne n'a plus de projet politique. [Elle devra gérer les conséquences du Brexit, le dossier de l'immigration](#), l'essor du populisme et des extrêmes droites, les régionalismes indépendantistes, les atteintes majeures à l'État de droit, l'incapacité à parler d'une seule voix en politique étrangère. Dérogeant avec provocation aux critères de Copenhague (1993) sur l'adhésion, des pays comme la Hongrie, la Pologne, la Croatie, etc., ne pourraient même plus être candidats à l'Union européenne. Certes, des noyaux se constitueront à terme, mais la poursuite du « détricotage » n'est pas exclue. En un mot, la notion de puissance appliquée à l'Union européenne n'est pas pertinente.

Plus

. **Thierry Garcin, « La fragmentation du monde. La puissance dans les relations internationales », Paris, éd. Economica, 2018, 335 p. Un livre recommandé par Diploweb.**

Pierre Verluise, Fondateur du Diploweb.com : "Thierry Garcin (HDR, maître de conférences à HEC) nous offre avec *La fragmentation du monde* un ouvrage magistral pour saisir les facettes de la puissance dans les relations internationales. L'auteur démontre une impressionnante maîtrise de son sujet et donne au lecteur le meilleur de sa vaste culture, avec une écriture épurée, précise, rigoureuse. T. Garcin explique successivement l'évolution de la notion de puissance, les enjeux majeurs contemporains et les grands défis. Un ouvrage de référence qui sera à sa place dans toutes les bibliothèques publiques et privées qui ambitionnent de disposer de documents de référence. "



4e de couverture

Dans les relations internationales, la puissance des grands acteurs devient relative. Les États-Unis resteront la seule superpuissance, mais affaiblie. Le projet fédéraliste de l'Union européenne a volé en éclats. La Russie est une puissance en recomposition. La Chine est loin d'être une superpuissance politique. Le monde arabe est en miettes, pour longtemps. Quant aux pays émergents, ils ne fabriquent pas de la puissance politique, ou si peu. À ce fond de tableau, près d'une trentaine d'années après la chute du mur de Berlin, de multiples raisons, et beaucoup de conséquences. Six chapitres, une trentaine d'encadrés, un cahier en couleurs de seize cartes complètent ce panorama de la puissance contemporaine et ouvrent des perspectives.

Thierry Garcin, docteur en science politique habilité à diriger des recherches, est chercheur associé à Paris Descartes. Professeur invité à l'Université Paris-Sorbonne Abou Dhabi, il est maître de conférences à HEC. Il a longtemps enseigné à Sciences Po Paris. De 1984 à 2017, il a été producteur délégué de l'émission quotidienne « Les Enjeux internationaux » (Radio-France).

[Le livre de Thierry Garcin, « La fragmentation du monde. La puissance dans les relations internationales », sur le site des éditions Economica](#)

P.-S.

Thierry Garcin, docteur en science politique habilité à diriger des recherches, est chercheur associé à Paris Descartes. Professeur invité à l'Université Paris-Sorbonne Abou Dhabi, il est maître de conférences à HEC. Il a longtemps enseigné à Sciences Po Paris. De 1984 à 2017, il a été producteur délégué de l'émission quotidienne « Les Enjeux internationaux » (Radio-France). Pierre Verluise est docteur en Géopolitique, fondateur du Diploweb.com.